

▶ Pour tous les demandeurs :	Imprimé de demande d'ACCRE (Cerfa n°13584*01) Copie de la pièce d'identité du ou des demandeurs Photocopie du formulaire de déclaration d'entreprise (P0,M0 ou M2)
▶ Demandeurs d'emploi indemnisés (<i>par le régime d'assurance chômage</i>) :	Notification d'ouverture de droit ou justificatif du paiement de l'allocation d'Aide au Retour à l'Emploi (ARE)
▶ Demandeurs d'emploi indemnisés (<i>par le régime de solidarité</i>) :	Notification d'ouverture de droit ou justificatif du paiement de l'Allocation Temporaire d'Attente (ATA), de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)
▶ Demandeurs d'emploi susceptibles d'être indemnisés au titre de l'Aide au Retour à l'emploi (ARE)	La lettre de licenciement Les bulletins de salaires des 6 derniers mois
▶ Demandeurs d'emploi susceptibles d'être indemnisés, bénéficiaires de la convention de reclassement personnalisée (CRP)	La lettre de licenciement Les bulletins de salaires des 6 derniers mois Une copie du bulletin d'acceptation de la convention de reclassement personnalisé dûment complété et signé par le salarié
▶ Demandeurs d'emploi non indemnisés inscrits à l'ANPE pendant 6 mois au cours des 18 derniers mois	Historique ANPE
▶ Bénéficiaires du Revenu Minimum d'Insertion (RMI)	Notification du bénéfice de la prestation ou justificatif de paiement de la prestation
▶ Bénéficiaires de l'Allocation Parent Isolé (API)	Notification du bénéfice de la prestation ou justificatif de paiement de la prestation
▶ Personnes 18 à moins de 25 ans révolus non indemnisées, remplissant les conditions d'éligibilité à un emploi jeune	Pièce d'identité nota : aucune condition d'inscription à l'ANPE
▶ Personnes plus de 26 à moins de 30 ans non indemnisées	Attestation sur l'honneur de non indemnisation au titre de l'assurance chômage nota : aucune condition d'inscription à l'ANPE
▶ Personnes plus de 26 à moins de 30 ans handicapées non indemnisées	Attestation sur l'honneur de non indemnisation au titre de l'assurance chômage et, Justificatif de la reconnaissance de l'état de personne handicapée délivrée par la commission départementale des droits et de l'autonomie
▶ Personnes bénéficiant d'un emploi jeune dont le contrat se trouve rompu avant le	Contrat de travail et justificatif de la rupture de contrat.

terme de l'aide prévue.	
<ul style="list-style-type: none"> ▶ Personnes salariées ou licenciées d'une entreprise soumise à l'une des procédures de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires qui reprennent tout ou partie de cette entreprise dès lors qu'elles s'engagent à investir en capital la totalité des aides et à réunir des apports complémentaires au moins égaux à la moitié des aides accordées 	Toute pièce ou document justifiant du projet de reprise d'entreprise.
<ul style="list-style-type: none"> ▶ Personnes physiques créant une entreprise implantée au sein d'une zone urbaine sensible (ZUS). 	Adresse de l'établissement mentionnée dans le formulaire de déclaration de l'entreprise ou extrait K bis.
<ul style="list-style-type: none"> ▶ Bénéficiaires du complément de libre choix d'activité 	Notification de l'ouverture des droits ou du dernier paiement
<ul style="list-style-type: none"> ▶ Dirigeant et associé de société 	<p>Outre les pièces justificatives listées ci-dessus</p> <p>Une copie des statuts de la société</p> <p>Ainsi que le cas échéant la justification des liens de parenté</p>